

Evaluation Rapide Multisectorielle (ERM)
Rapport ERM



Lieu de l'ERM : Nord KIVU, Territoire de LUBERO, ZS de KAYNA, Aires de Santé LUOFU, MIRIKI et MULINDE

Date de l'enquête: du 27 au 29 Mars 2025: Date du rapport 04 Avril 2025

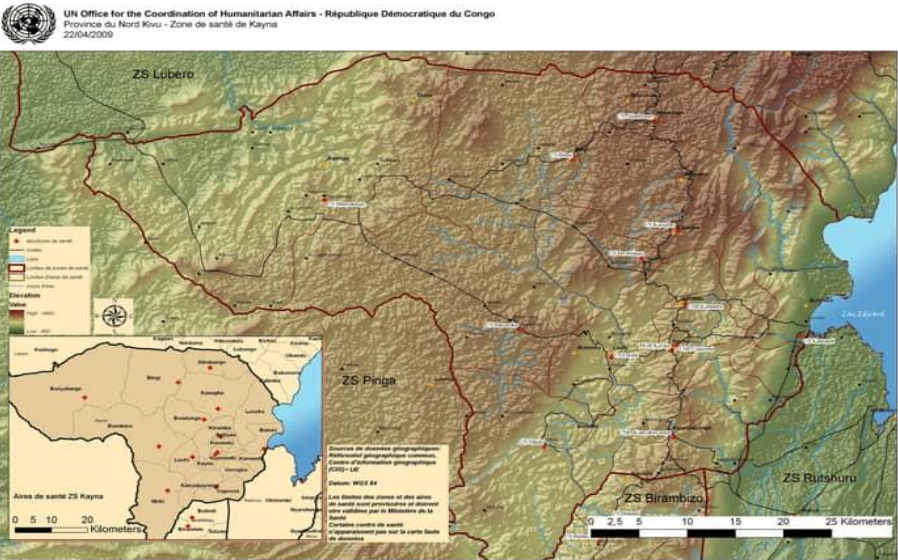
Contexte

Description de la crise

Les autorités de Luofu et des organisations réunies dans le Forum humanitaire du sud de Lubero, ont documenté en mars 2025, les déplacements de populations dus aux affrontements répétés entre les FARDC et leurs alliés d'une part, et les M23 d'autre part principalement en provenance de la zone de santé de Pinga en Territoire de Walikale dont voici les statistiques
-AS Luofu : Luofu 921, Lusuli 153, Bunama 99, Kataro 607, Kasiki 104, Bitongi 103, Kalevya 113, Luhanga 115, Bwambali 126, Katakala 94, Mukeberwa 113, Kasenge 108.
-AS Miriki : Miriki 2 353, Kaghumo 43,
-AS Mulinde : Kimaka 169, Kyambuli 207, Katsinga 571.

Après le déplacement des populations, des mouvements de retour ont été observés, depuis mi – Mars 2025, incités par une communication officielle sur les médias (les églises, par mégaphones) des dirigeants de l'AFC/M23 qui occupent la zone et diffusent des messages demandant aux habitants de l'axe Luofu – Miriki de rentrer chez eux, faute de quoi leurs logements vacants seront remis aux autres qui viendront. Voici les statistiques des ménages de retour par AS et village :
AS Luofu : Luofu 5 223, Lusuli 101, Bunama 216, Kataro 921, Kasiki 1 381, Bitongi 301, Kalevyah 365, Luhanga 416, Bwamabali 403, Katakala 293, Mukebera 211, Kasenge 235.
AS MIRIKI : MIRIKI 3 455, KAGHUMO 87 ;
AS MULINDE : KIMAKA 277, KYAMBULI 321, KATSINGA 1 358.

Ce mouvement de population a conditionné la création de l'alerte EHT 5765 par OCHA. C'est ainsi qu'une mission d'évaluation rapide multisectorielle (ERM) des besoins a été menée du 27 au 29 mars dans les aires de santé Luofu, Miriki et Mulinde avec participation des organisations nationales et internationales basées à Kayna : APETAMACO, UMOJA IN ACTION, HYFRO, INTERSOS, PADEPU-A, NETRESE, EPRDCP, CAP TUJITEME, ASOJED, COSUD, CEDERU KIBUTUTU, HEAL AFRICA, LSC, SIJFMCO, ODH, SOPROP, APRESA, LIGHT AND SALT, SOFEPADI, REGED, CCM, PIED, AHDA, ODAF, COEUR SANS FRONTIERE et FEDE.



Source des résultats : ¹		EM	IC	RDS/GDC
Code de l'alerte		5765	5765	
Autres codes d'alerte				
Date de début de crise		01-03-25	18-12-24	
Date de fin de crise		01-03-25	En cours	
Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée		20321	1969	
Taille moyenne ménages		9.4	-	
Source : équipe d'évaluation				
Moto				
Non				
Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit, sed do eiusmod tempor				
0% (estimation)				
EM: Enquêtes ménages ; IC: Informateurs clés				
RDS: Revue de données secondaires				
GDC: Groupe de discussion communautaire				
OL: Observations libres				

Conséquences humanitaires

Les conséquences humanitaires de la crise sont palpables sur le terrain, et la majorité des déplacés sont originaires du groupement IKOBO, dans le territoire de Walikale, fuyant la crise entre les groupes armés. Ces déplacés rencontrent les retournés dans les aires de santé de Miriki et Luofu, dans le territoire de Lubero et sont accueillis par des familles d'accueil. Les familles de retournés sont accueillies dans des maisons endommagées ou brûlées par des bombes. La promiscuité, les relations sexuelles pour survivre ainsi que les travaux journaliers sont les seuls moyens pour les PDI et les retournés d'avoir accès à la nourriture et aux soins médicaux. L'insuffisance d'eau et de kits d'hygiène dans plusieurs foyers de personnes déplacées internes (PDI) et de retournés a été évaluée. De nombreux tuyaux sont cassés et les installations de lavage ont été détruites par des bombes, ce qui oblige plus de cinq foyers à partager une toilette, avec un risque élevé de contamination. La situation humanitaire est alarmante. 100 % des PDI et des retournés affirment n'avoir jamais reçu aucune assistance humanitaire. Ils estiment que les besoins prioritaires sont les suivants : de l'argent inconditionnel, des soins de santé primaires gratuits, des NFI et des AME, de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, des abris, ainsi que la protection.

Composition des ménages évalués dans la zone, par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	2%	2%
18-64 ans	18%	15%
6-17 ans	16%	17%
7 mois-5 ans	8%	10%
0-6 mois	6%	6%
Total	51%	49%

Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM) ²

	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	88%
Nutrition	1%
Abris	2%
Articles ménagers essentiels (AME)	6%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	2%
Santé	1%
Education	2%
Nourriture	5%
Moyens de subsistance	3%
Protection	1%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	1%
Communication	0%
Cash (inconditionnel)	2%
Autre	2%

Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés	5177				
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	5%	9%	43%	-	43%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	2%	-	11%	-	87%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	2%	36%	-	-	57%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)	68%	-	-	-	32%
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	-	-	-	-	-
	MAG femmes enceintes et allaitantes	-	-	-	-	-
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	3%	60%	35%	0%	0%
	Promiscuité dans les abris	48%				
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	0%	15%	54%	31%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	23%	3%	30%	2%	28%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	1%	-	9%	-	89%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0%	0%	52%	21%	16%
	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans	59%				
Santé	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)	Paludisme				
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	59%	-	-	-	41%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	76%	-	-	-	24%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	14%	-	-	-	75%
	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	90%	-	10%	-	0%
Education	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours	27%				

Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, exceptés les scores "Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)" et "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègrent des résultats issus des enquêtes auprès des IC. A chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Epidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

Perspective d'évolution de la crise

Les personnes déplacées et les personnes retournées, ainsi que les IDPs, ont affirmé lors des discussions en groupe et des entretiens avec les personnes clés que la crise était toujours d'actualité. Ils ont signalé des affrontements continus dans les villages situés en périphérie des zones de santé évaluées. Ces informations font douter de la situation des populations déplacées et retournées. D'après les récits, certains ménages ont tendance à s'intégrer dans les villages d'accueil, tandis que d'autres se cachent à la campagne ou dans les champs, par crainte d'être attaqués.

Besoins prioritaires

Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²

Cash physique (en espèces)
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)
Vouchers / foires
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)
Autre

(% de ménages)
87%
17%
12%
42%
13%
4%

Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²

Pas besoin d'aide humanitaire
Nourriture
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)
Abris
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)
EHA (eau, savon, latrines, etc.)
Santé
Education
Protection (y compris la sécurité)
Cohésion sociale et consolidation de la paix
Communication
Moyens financiers (cash)
Autre
Ne sait pas
Ne se prononce pas

(Fréquence de réponses pondérée) ³ Fréquence max. possible: 45

0
14
2
8
2
18
20
36
5
2
3
0
18
0
0
0

Informations sur l'enquête

Méthodologie

Pour atteindre les résultats de cette évaluation de terrain, l'équipe sur le terrain a utilisé les méthodes et techniques suivantes :

- Les groupes de discussion : pour mener cette évaluation rapide de la protection, au moins douze groupes de discussion composés d'enfants, d'adolescents, d'hommes, de femmes et de personnes âgées seront organisés, avec au moins dix personnes par groupe.

- Des entretiens dirigés seront organisés avec les informateurs clés, comme les IT, les directeurs d'écoles, les services de sécurité (PNC, ANR, DGM et FARDC), la société civile, les autorités administratives locales, les groupes de pression et d'autres leaders locaux dans les différents villages cibles.

- Des enquêtes auprès des ménages (EM) : 158 ménages évalués pendant lesquelles les entretiens avec les chefs de ménage ont permis d'obtenir des informations sur la condition de vie dans les ménages. Ces enquêtes seront considérées comme un complément aux focus groups.

- L'observation libre/directe : cette méthode permettra d'observer et de prendre conscience de la réalité et des conditions de vie des PDI, des retournés et des communautés hôtes. Le nombre d'enquêtés par aire de santé est indiqué dans le tableau ci-contre.

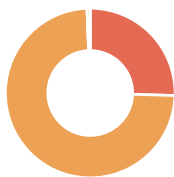
Outils ERM	Outils ERM utilisés	Echantillonnage	Stratification	Résultats représentatifs ou indicatifs?
RDS	Non	-	-	Indicatifs
IC distance	Non	-	-	Indicatifs
IC sur place	Oui	Aléatoire simple	Le déplacement (PDI, retour	Indicatifs
GDC	Oui	Raisonné (choisi)	Sexe (homme, femme)	Indicatifs
EM	Oui	Aléatoire simple	Aucune	Représentatifs
(OL)	Non	-	-	Indicatifs

	EM	IC	RDS/GDC
Date de début de l'enquête	27-03-25	27-03-25	
Date de fin de l'enquête	28-03-25	28-03-25	
Organisation			
Mission inter-agence/inter-organisation?	Oui	Oui	

Localité enquêtée	nb ménages localité	nb ménages enquêtés	nb IC enquêtés	nb GDC
MULINDE	1242	31	4	5
MIRIKI	6254	23	4	5
LUOFU	12825	104	9	5
Total	-	20321	17	15

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



% estimé de ménages par statut	
■ Déplacés	25%
■ Retournés	74%
■ Communauté hôte / autochtones	0%
■ Réfugiés	1%
■ Rapatriés / expulsés	0%

EM

IC

RDS/GDC

Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)

Déplacés	5177	328
Retournés	15020	1101
Communauté hôte / autochtones	0	534
Réfugiés	123	3
Rapatriés / expulsés	0	3

Analyse des mouvements de population

La proportion de ménages d'accueil des PDI est de 50 %. Une proportion de 74 % des ménages de la zone évaluée est constituée de personnes retournées et 24 % de PDI (personnes déplacées internes). On peut donc en déduire que seuls 1 % de la population de la zone est constitué de personnes qui ne se sont pas déplacées lors de la dernière crise. La taille moyenne du ménage est de 9,4, d'où une promiscuité accrue, car les abris ont été majoritairement détruits et les AME (agents de mise en œuvre) ont été majoritairement volés et perdus en chemin. Selon les membres des groupes de discussion et les personnes clés interrogées dans les villages évalués, les déplacements de population ont été causés par les affrontements répétés entre les FARDC et leurs alliés d'une part, et les M23 d'autre part. Voici les statistiques des ménages déplacés internes par village : À Luofu : Luofu 921, Lusuli 153, Bunama 99, Katara 607, Kasiki 104, Bitongi 103, Kalevy 113, Luhanga 115, Bwambali 126, Katakala 94, Mukebera 113, Kasenge 108. As Miriki : Miriki 2 353, Kaghumo 43 ; As Mulinde : Kimaka 169, Katsinga 571. Le mouvement de retour a été causé par une communication officielle sur les médias (églises, mégaphones) des dirigeants de l'AFC/M23 qui occupent la zone et diffusent un message selon lequel tous les habitants de Luofu doivent rentrer chez eux, car la zone est déjà pacifiée et les logements vacants seront remis aux autres habitants. Voici le nombre de ménages de retournés par AS et village. AS Luofu : Luofu 5 223, Lusuli 101, Bunama 216, Katara 921, Kasiki 1 381, Bitongi 301, Kalevyah 365, Luhanga 416, Bwambali 403, Katakala 293, Mukebera 211, Kasenge 235. AS MIRIKI : MIRIKI 3 455, KAGHUMO 87 ; AS MULINDE : KIMAKA 277, KYAMBULI 321, KATSINGA 1 358.

Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée

20321 1969

Taille moyenne des ménages (EM)

9.4 -

Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)

100% 269% #REF!

Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil

(Réponse IC majoritaire)
50% ii, beaucoup (plus de la moi

Estimation du nombre de familles d'accueil dans la zone enquêtée

10070 -

Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement (cette section est optionnelle: si l'outil de synthèse des données MdP EM/IC/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats. L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des différents outils ERM, tout en évitant le comptage multiple des mouvements qui sont en réalité les mêmes mais mesurés dans différents outils)

Déplacés	6451
Retournés	13571
Communauté hôte / autochtones	45070
Réfugiés	0
Rapatriés/Expulsés	0
Total	65092

Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition de l'enfant ou de la femme allaitante. Seuls les enquêteurs formés spécifiquement à cela peuvent réaliser ce type de mesures dans le cadre d'une ERM. **L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que ces mesures n'ont pas été réalisées lors de cette évaluation.**

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

EM

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
Garçons de moins de 5 ans						
<115 mm	0		0		0	
115-125 mm	0		0		0	
>125 mm	0		0		0	
MAG	0		0		0	
Filles de moins de 5 ans						
<115 mm	0		0		0	
115-125 mm	0		0		0	
>125 mm	0		0		0	
MAG	0		0		0	
Enfants de moins de 5 ans						
<115 mm	0		0		0	
115-125 mm	0		0		0	
>125 mm	0		0		0	
MAG	0		0		0	
Femmes enceintes et allaitantes						
<185 mm	0					
185-230 mm	0					
>230 mm	0					
MAG	0					

Seuls les IC professionnels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédant l'ERM. **L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que de tels IC n'ont pas été interrogés lors de cette évaluation.**

IC, professionnels de santé/nutrition : Nombre moyen de cas rapportés

	< 2 ans	≥ 2 ans	Total
	n	n	n
Garçons de moins de 5 ans			
<115 mm	6	6	12
115-125 mm	5	6	11
MAG	11	12	23
Filles de moins de 5 ans			
<115 mm	11	9	20
115-125 mm	7	3	10
MAG	18	12	30
Enfants de moins de 5 ans			
<115 mm	16	16	0
115-125 mm	12	9	21
MAG	29	25	53
Femmes enceintes et allaitantes			
<185 mm	2		
185-230 mm	6		
MAG	8		

Analyse Nutrition

Globalement, les indicateurs nutritionnels issus d'entretiens avec des informateurs clés du secteur médical montrent qu'au Centre de Santé de luofu, mulinde et Miriki, le tableau nutritionnel dans ces aires de santé en zone de santé de KAYNA demeure préoccupant pour les enfants. Par ailleurs, chez les femmes enceintes et allaitantes, 9 cas de malnutrition aigüe sévère ont été confirmés ou identifiés et 19 cas des malnutritions aigue modéré confirmés dans ces mêmes aires de santé. Pour les femmes enceinte 2 cas et 10 cas de femmes allaitantes pour la malnutrition modérée. Cette situation nutritionnelle résulte d'un accès limité à une alimentation en quantité et en qualité adéquates

Sécurité alimentaire

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire		31	
Principales activités de subsistance (EM, IC) ²			
Travail journalier	46%	23	
Agriculture de subsistance	42%	27	
Agriculture de rente	8%	4	
Activités de pêche	0%	0	
Activités de chasse / cueillette	0%	0	
Élevage	0%	8	
Exploitation minière artisanale	0%	0	
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)	0%	16	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	1%	0	
Envois de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)	0%	2	
Aucune	0%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Accès à la terre (EM)			
Oui	69%	-	
Non	31%	-	
Ne sait pas	0%		
Ne se prononce pas	0%		
Proportion de cultures endommagées (IC)			
			Oui, beaucoup (plus de la moitié)
			Oui, beaucoup (plus de la moitié)
Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)			
			Oui, beaucoup (plus de la moitié)
Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Oui	64%	-	
Non	34%	-	
Ne sait pas	2%	-	
Ne se prononce pas	1%	-	
Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Le marché n'est plus fonctionnel	19%	-	
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	20%	-	
Il est dangereux de se rendre au marché	6%	-	
Autre	9%	-	
Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)			
			Oui
Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)			
Oui	43%	25	
Non	56%	6	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)			
Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	8	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	19	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	4	
Ne sait pas	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³ 31	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire			
Principales sources d'acquisition de nourriture (EM) ²			
Production personnelle	54%	-	
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	3%	-	
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	23%	-	
Marché	6%	-	
Travail pour de la nourriture	49%	-	
Cueillette, chasse ou pêche	0%	-	
Achat auprès d'un voisin	4%	-	
Petit commerce	4%	-	
Vente de braises/charbon, etc	3%	-	
Echange de produits contre de la nourriture	2%	-	
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	7%	-	
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	4%	-	
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	2%	-	
Autre	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)			
Aucune réserves		43%	5
1-2 semaines		43%	3
3-4 semaines		9%	
Plus de 4 semaines		5%	1
Nombre moyen de repas par jour (EM)			
Pour les adultes hommes	1	-	
Pour les adultes femmes	1	-	
Pour les garçons de moins de 18 ans	1	-	
Pour les filles de moins de 18 ans	1	-	
Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) ⁴			
Acceptable (>42)		2%	1
Limite (>28)		11%	3
Pauvre (≤28)		87%	5
Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) ⁵			
Durable (<4)		2%	1
Sous pression (<19)		36%	3
Crise / urgence (≥19)		62%	5

Analyse Sécurité alimentaire

Les travaux journaliers sont en majorité (46 %) utilisés pour subvenir aux besoins de base. 39 % des ménages n'ont pas accès à la terre pour pratiquer l'agriculture. Beaucoup de cultures ont été endommagées lors de la dernière crise, ce qui a plongé la population dans une précarité sans précédent. 49 % des ménages travaillent pour subvenir à leurs besoins alimentaires. L'indice de stratégie de survie est de l'ordre de 64 %, ce qui montre que la population enquêtée est très pauvre.

Les principaux problèmes d'accès à la nourriture pour la population affectée par la crise sont liés à l'accès difficile aux champs, à la détérioration et à la perte des récoltes, ainsi qu'à la présence des REG et des EEI. Pour se procurer de la nourriture, la population affectée effectue des travaux journaliers (2 000 à 2 500 FC par jour) pour une surface de 5 mètres sur 20 mètres, sexe de service, petit commerce (fourrage, frettin, patates douces, farine de manioc) (100 kilos à 20 000 à 25 000 FC). Le niveau de la faim est élevé, car il y a pénurie de produits alimentaires et les gens mangent une fois par jour, en réduisant le nombre de repas. Des tensions liées aux conflits fonciers sont observées au sein de la communauté. Le marché est accessible à tous sans discrimination, mais les moyens financiers font défaut. Certains prix collectés sur le terrain sont les suivants : 1 kilo de farine de manioc est à 200-250 FC au lieu de 600-800 FC, un bon poisson coûte 700-10 000 FC, un tand de tarron, patte douce, pomme de terre est à 500 FC, avec une réduction de quantité. Bref, il y a des cas de malnutrition aiguë sévère et modérée dans la communauté. Les routes de desserte agricole sont en très mauvais état.

Abris

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Abris		29	
Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)			
Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	55%	-	
En famille d'accueil	22%	-	
Dans un site spontané	1%	-	
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%	-	
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	20%	-	
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	2%	-	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	1%	-	
Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC)		Non consensus	
Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM ⁶ , IC ²)			
Maison (construction durable)	4%	4	
Maison (construction non-durable délabrée)	79%	29	
Abri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	16%	0	
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc...)	-	4	
Ecole transformée en centre collectif	-	4	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	-	2	
Autre	1%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne souhaite pas répondre	0%	0	
Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC)		Oui , quelques-uns (moins de la moitié)	
Promiscuité dans les abris (EM)			
Oui	48%	-	Sévérité 3
Non	52%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Taux total < 15% = Sévérité 1; 15% - 39% = Sévérité 2; 40% - 59% = Sévérité 3; 60% - 79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5			
Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM) ⁷			
Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	2%		1
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	1%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	41%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	18%		
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%		2
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil	1%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	2%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil	17%		
Abri d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	11%		
Abri d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	1%		3
Abri d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%		
Abri d'urgence ET En famille d'accueil	4%		
Abri d'urgence ET Dans un site spontané	0%		
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%		4
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%		5

Analyse Abris

79 % des ménages déplacés et retournés des agglomérations de Luofu et Miriki utilisent des maisons en état de délabrement, ce qui a des répercussions sur la santé des personnes concernées et compromet la conformabilité et l'intimité des lieux. Les abris sont en pisé mais présentent des fentes, des trous et suintent lorsqu'il pleut. Ils sont en majorité de deux chambres et parfois insuffisants, car les ménages sont composés de 6 à 16 personnes. En résumé, en ce qui concerne les abris, il est utile de signaler que la question des abris à Luofu et à Miriki est devenue un problème plus sérieux. Les ménages des déplacés et des retournés passent la nuit dans des logements en construction non durable, en état de délabrement, dont la quasi-totalité sont sans porte, car arraché par des inconnus pour vol ou pillage. Ils dorment à même le sol, sur des nattes, des morceaux de pagne, des sacs usés et des feuilles sèches de bananier.

Articles Ménagers Essentiels (AME)

Utilisation par les femmes et filles de kits d'hygiène menstruelle (EM)

Oui
Non
Ne sait pas
Ne se prononce pas



Score card AME

< 1
1 – 1.9
2 – 2.9
3 – 3.9
4 – 5



EM
(% de ménages)

IC

Sévérité

15%

74%

3%

8%

-

-

-

-

0%

0%

15%

54%

31%

-

-

-

-

-

1

2

3

4

5

Analyse AME

74 % des femmes et filles n'utilisent pas de kit d'hygiène intime. Leurs ménages ont été abandonnés lors des affrontements répétitifs. Leurs familles ont été exposées au vol, au pillage et aux destructions causées par ces événements. Les ménages sont ainsi confrontés à plusieurs difficultés pour l'usage des biens domestiques et ont souvent besoin d'une aide pour obtenir des articles ménagers essentiels, de l'argent liquide (en espèces), de l'argent par transfert (cash électronique ou mobile money), ou des fournitures en nature telles que de la nourriture, des kits NFI, des kits d'hygiène intime, des kits WASH et autres.

Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		39	
Nombre moyen de sources d'eau fonctionnelles dans la localité, par type de source (IC)			
Robinets privés	-	240	
Robinets public / bornes fontaines	-	214	
Puits à pompe / forage	-	178	
Puits creusé aménagé	-	90	
Source naturelle aménagée	-	121	
Source naturelle non-aménagée	-	149	
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	-	238	
Camion-citerne	-	148	
Charrette avec petite citerne	-	148	
Kiosque, échoppe, boutique de bouteilles / sachets d'eau (Nombre de points de vente)	-	354	
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	-	178	
Type de source d'eau (EM) ⁸			
Source améliorée	43%	-	1
Source non-améliorée	53%	-	3
Eau de surface	2%	-	4
Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone (EM)			
<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5	59%	-	3
Quantité d'eau insuffisante, par type d'usage (EM)			
Pour boire	-	-	
Pour l'hygiène personnelle	-	-	
Pour cuisiner	-	-	
Pour d'autres fins domestiques	-	-	
Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non-potable) (IC)		Oui, quelques-uns (moins de la moitié)	
Temps nécessaire pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage (EM)			
< 30 minutes	85%	-	
De 31 minutes à 2 heures	14%	-	
Plus de 2 heures	1%	-	
Problèmes d'accès à l'eau (EM, IC) ²			
Pas de problème	34%	2	
Les points d'eau sont trop éloignés	16%	9	
Les points d'eau sont difficiles d'accès	10%	9	
Aller chercher de l'eau est une activité dangereuse	7%	13	
Certains groupes n'ont pas accès aux points d'eau	3%	0	
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop élevé	32%	20	
Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés	12%	0	
L'eau est trop chère	6%	0	
Pas assez de récipients pour stocker l'eau	24%	16	
Problèmes de goût / de qualité de l'eau (eau non-potable)	10%	0	
Autre	1%	8	
Ne sait pas	0%	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		39	
Membres du ménage concernés par les risques sécuritaires pour se rendre et utiliser la source d'eau principale (EM) ²			
Tous les membres sans distinction	51%	-	
Les hommes adultes	9%	-	
Les femmes adultes	49%	-	
Les garçons de moins de 18 ans	19%	-	
Les filles de moins de 18 ans	46%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM) ⁷			
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est moins de 30 minutes	23%	-	1
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est plus de 30 minutes	3%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Pas assez pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée	9%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	30%	-	3
Assez d'eau pour boire Et Pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	4%	-	3
Accès à de l'eau de surface uniquement	2%	-	4
Pas assez d'eau pour boire	28%	-	5
Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)			
Oui, eau et savon	1%	-	1
Oui, eau seulement	9%	-	3
Non	89%	-	5
Proportion des ménages ayant accès à des dispositifs de lavage de mains (IC)		Oui , quelques-un(e)s (moins de la moitié)	
Proportion des ménages ne disposant pas ou n'utilisant pas de latrines (IC)		Oui , quelques-un(e)s (moins de la moitié)	
Latrines partagées par plus de 4 ménages (EM)			
Oui	29%	-	
Non	70%	-	
Ne sait pas	1%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Latrines séparées par sexe (EM)			
Oui	4%	-	
Non	95%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	1%	-	
Problèmes d'assainissement dans la localité (IC) ²			
Présence de matières fécales	-	29	
Eau stagnante	-	26	
Déchets solides domestiques	-	34	
Déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts	-	7	
Rongeurs / rats	-	4	
Aucun	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		39	
Disponibilité ET Partage des installations sanitaires (EM) ^{7,9}			
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	0%	-	1
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	0%	-	2
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	52%	-	3
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	21%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défection à l'air libre	16%	-	5

Analyse EHA

Les ouvrages d'eau et d'assainissement ont été touchés par tirs des belligérants au combats et 28 % de ménages n'ont pas accès à l'eau potable.

74 % de ménages ne disposent pas d'installations sanitaires hygiéniques et améliorées, pas plus que de structures sanitaires et d'écoles. Enfin, 89 % des ménages ne disposent pas de dispositifs de lavage des mains.

De même, 51% dont plus des femmes et filles ont affirmé se sentir en insécurité en collectant l'eau bien que seulement 1% passent plus de 2 heures pour collecter l'eau.

Le nombre insuffisant des points dans certains quartier ainsi que la carence des récipients de collecte et de stockage d'eau constituent les problèmes majeurs pour accès à l'eau

Santé

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé		39
Principal type de lieu utilisé par les hommes pour obtenir des soins (EM)		
Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	81%	-
Guérisseur traditionnel / religieux	2%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	13%	-
Autre	4%	-
Principal type de lieu utilisé par les femmes pour obtenir des soins (EM)		
Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	87%	-
Guérisseur traditionnel / religieux	1%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	11%	-
Autre	1%	-
Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)		Non consensus
Durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche (EM)		
Moins de 1 heure	67%	-
Entre 1 heure et 2 heures	26%	-
Entre 2 heures et une demi-journée	5%	-
Plus d'une demi-journée / pas de centre de santé disponible	3%	-
Conditions de la majorité des femmes pour accoucher (IC)		
A la maison avec famille	-	0
A la maison avec sage-femme	-	1
A la maison avec infirmier	-	0
Centre de sante / d'accueil	-	38
Autre	-	0
Ne sait pas	-	0

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé		39	
Problèmes d'accès aux soins de santé (IC) ²			
Pas de problèmes	-	2	
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	2	
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	2	
Manque de médicaments	-	36	
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	34	
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	7	
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	0	
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	12	
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	0	
Autre	-	1	
Ne sais pas	-	0	
Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)			
Diarrhée	59%	-	3
Fièvre	79%	-	
Toux	72%	-	
Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5			
Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)			
Oui	72%	-	
Non	10%	-	
Ne sait pas	0%	-	
			
Questions spécifiques aux IC professionnels de santé :			
Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)		IC	
		Cas suspects	Cas confirmés
Paludisme		107	94
Infection Respiratoire Aigue		0	34
Diarrhées aiguës		0	13
Typhoïde		0	15
Malnutrition aigue globale		0	32
Rougeole		0	0
Choléra		0	0
Fièvre jaune		0	0
Fièvre hémorragique		0	0
Autre		0	0
Disponibilité de médicaments en quantité suffisante (IC, prof. de santé)		Non, manque modéré	
Disponibilité d'équipements médicaux en quantité suffisante (IC, prof. de santé)		Non, manque modéré	
Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)		Oui, un peu	

Analyse Santé

Le registre des consultations (Luofu, du 3 au 28 mars 2025, Mulinde et Miriki, février 2025) a enregistré 2 047 cas de différentes pathologies, dont 1 099 cas de paludisme (53,7 %), 747 cas d'IRA (36,5 %), 187 cas de diarrhée (9,1 %) et 14 cas de fièvre typhoïde (0,7 %).

Selon les enquêtes menées dans les ménages, les zones d'évaluation représentent au total 216 780 ménages retournés et déplacés internes.

Lors de l'évaluation, l'organisation MEDAIR assurait l'approvisionnement en médicaments pour couvrir un mois de soins de santé primaires et d'intrants nutritionnels pour UNTA au centre de santé de Miriki.

Les groupes de discussion ont confirmé la fonctionnalité des CS Luofu, Miriki et CSR Mulinde. Néanmoins, il y a une absence de médicaments essentiels, de médicaments de deuxième niveau, de kits PEP, d'intrants nutritionnels, de lits, de matelas, de couvertures et d'autres matériels hospitaliers. De plus, la prise en charge de certains personnels soignants par l'État est absente. La maternité est payante et le forfait pour la consultation médicale est appliqué. Il y a des cas de MAS et MAM, mais il n'y a pas d'intrants de vaccination et de lampes UV. Le paludisme, qui est une maladie très grave dans la zone, n'a pas de médicaments de deuxième niveau ni d'anti-paludéens.

Protection

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection		36	
Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)			
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	41%	-	5
Présence d'ENA (IC)	-	Oui	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	8	

Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)

Présence de PSH	24%	-	5
Nombre total d'enfants en situation de handicap	16	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	27	-	
Nombre total de personnes âgées	10	-	

Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC)²

	Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée) ³			
	H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
Rien à signaler / Pas de problème	4	2	4	4
Meurtre	18	1	3	1
Mutilations / coups et blessures	21	2	9	0
Violences intercommunautaires	1	3	5	3
Violences sexuelles	6	29	0	29
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement	16	4	6	0
Blessés / morts dus aux mines	0	0	8	0
Mariage forcé / précoce	0	12	2	22
Violences conjugales	0	16	0	6
Séparation des familles	0	7	4	12
Pillage / vol / cambriolage	6	10	6	0
Pillage du bétail	9	0	12	0
Arrestations arbitraires	12	0	4	0
Harcèlement ou divulgation de renseignements	0	8	0	16
Recrutements / enrôlements forcés	2	0	9	0
Démobilisation d'acteurs armés	0	0	0	0
Travaux forcés	4	7	11	2
Autre	0	0	0	0
Ne sait pas	0	0	0	0
Ne se prononce pas	0	0	0	0

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM)²

Violence physique ou harcèlement		25%	-
Déni d'accès à des services		6%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées		10%	-
Mariage forcé		12%	-
Travail forcé		20%	-
Pas de cas dans le ménage		52%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas		8%	-

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM)²

Violence physique ou harcèlement		24%	-
Déni d'accès à des services		6%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées		9%	-
Mariage forcé		20%	-
Travail forcé		15%	-
Pas de cas dans le ménage		55%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas		7%	-

Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)

Non

		EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection			36	
Cas de violence sexuelle et / ou sexiste au sein de la communauté (EM) ²				
Pas de cas dans la communauté		28%	-	
Ne sait pas / ne se prononce pas		21%	-	
Viol		35%	-	
Agression sexuelle		20%	-	
Violence physique ou harcèlement		20%	-	
Mariage forcé		14%	-	
Déni d'accès à des services		8%	-	
Abus psychologique / émotionnel		12%	-	

Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC) Oui

Perception de la communauté hôte sur la présence de déplacés et / ou des retournés (IC)

Tensions avec la communauté d'accueil	-	0
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	-	8
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	-	20
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	-	4
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	-	2
Autre	-	0
Ne sait pas	-	0
Ne se prononce pas	-	0

Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation des tensions (IC) Oui

Tensions sociales liées à la propriété et l'accès à la terre (IC) ²

Aucun problème	-	12
Accaparement des terres	-	7
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques	-	1
Accès à la terre pour les PDIs	-	12
Augmentation du coût du loyer	-	9
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	-	8
Destruction des cultures ou des animaux	-	8
Destruction des étangs piscicoles	-	0
Exploitation des ressources naturelles	-	0
Exploitation illégale des ressources naturelles	-	0
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires	-	0
Incendies et / ou destruction des habitations / abris	-	9
Insécurité d'occupation	-	0
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété	-	0
Occupations secondaires des maisons et des champs	-	2
Problèmes de limites	-	4
Rareté des terres	-	0
Remise en cause des transactions foncières	-	0
Répartition inégale des terres	-	2
Restitution des biens	-	0
Successions	-	2
Tensions sociales autour de la question de la propriété	-	2
Ne sait pas	-	0
Autre	-	0

Analyse Protection

Dans les aires de santé de Luofu, Miriki et Mulinde, des cas de recrutement forcé dans des groupes armés, de mariages forcés, de travail forcé, d'agressions physiques et psychologiques, de déni de ressources, de services et d'opportunités, d'agressions sexuelles, de harcèlement sexuel et de violences conjugales ont été rapportés aux évaluateurs, à raison de 9 % pour le premier groupe, 20 % pour le deuxième, 15 % pour le troisième, 20 % pour le quatrième et 8 % pour le cinquième. La moitié de ces cas n'a pas été prise en charge dans les deux dernières semaines. 60 cas de viol ont été dénoncés au cours des deux dernières semaines, mais seulement partiellement pris en charge, et près de 15 cas de grossesse issue de viol sont survenus, liés par le manque de mécanismes communautaires de prévention, l'absence quasi totale d'intervenants en VBG dans ces zones, l'accès réduit à l'eau et à l'insécurité liée au conflit armé en cours.

Il s'observe aussi la présence d'ENAs, d'ES et d'autres cas vulnérables non pris en charge. 15 ENA ont été enregistrés dans un délai de 10 jours dans le village de Miriki, et 6 autres ENA ont été pris en charge par des organisations communautaires à faibles moyens dans le village de Luofu, tandis que les EAGA n'ont pas été pris en charge, faute de présence d'acteurs. La prolifération de plusieurs REG et EEI a également été rapportée par la communauté.

Des enlèvements, des recrutements forcés, des conflits entre retournés et éleveurs, des travaux forcés, des coups et blessures volontaires, des meurtres... sont largement rapportés, montrant ainsi un tableau sombre en matière de protection.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Education		39	
Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)		Oui	
Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure	90%	-	1
Plus de 1 heure	10%	-	3
Pas d'école primaire fonctionnelle	0%	-	5
Ecole primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)			
Oui	16%	-	
Non	81%	-	
Ne sait pas	4%	-	
Proportion d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)		Oui, quelques-uns (moins de la moitié d'entre eux)	
Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)			
Ecoles existantes	-	19	
Espaces temporaires (p. ex. église, ...)	-	4	
Dehors / sous les arbres	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)			
Garçons (Primaire)	26%	-	
Filles (Primaire)	22%	-	
Garçons (Secondaire)	28%	-	
Filles (Secondaire)	30%	-	
Total	27%	-	2
Taux total ≥70% = Sévérité 5; 51% - 69% = Sévérité 4; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 2; ≤ 15% = Sévérité 1			
Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)			
Manque de moyens pour payer l'école	54%	-	
Ecole trop éloignée	0%	-	
Interruption suite à un déplacement / retour	33%	-	
Destruction de l'école	0%	-	
Occupation de l'école	1%	-	
Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés	0%	-	
Enfant a peur d'aller à l'école	3%	-	
Absence des enseignants	0%	-	
Enfant est perturbé (stress, trauma)	3%	-	
Enfant jamais allé à l'école	1%	-	
Autre	2%	-	
Ne se prononce pas	4%	-	

(Fréquence de réponses pondérée)³

Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)

Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires
 Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire
 Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)
 Elles / Ils doivent travailler à la maison
 Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité
 Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)
 Mariage précoce / mariage forcé
 Grossesse précoce
 Faim
 La route pour aller à l'école est trop dangereuse
 Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)

 Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)
 L'école est trop loin
 L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller
 Autre
 Ne sait pas
 Ne se prononce pas

Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
2	0
11	9
4	0
4	4
11	10
0	0
0	-
0	-
0	4
0	0
0	0
0	4
0	0
0	1
1	4
0	0
4	1

Questions spécifiques aux IC professionnels du secteur de l'éducation:

Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)
 Avant la crise

- 80%
 - 83%

Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)
 Avant la crise

- 81%
 - 77%

Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)

Nombre actuel d'élèves pour 1 enseignant
 Nombre d'élèves pour 1 enseignant avant la crise

54
 62

Analyse Education

Les principales raisons de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage seraient le manque de moyens pour payer les frais scolaires, cité par 54 % des ménages enquêtés, et l'interruption des cours due au déplacement et retour des populations dans leurs milieux d'origine, citée par 33 % d'entre eux. 3 % évoquent également la peur des enfants, qui peuvent être perturbés (traumatisme, stress).

Pour les filles, les raisons principales de la non-scolarisation relayées par les ménages enquêtés sont les suivantes : 28,2 % d'entre eux indiquent qu'elles ne peuvent pas payer les fournitures scolaires.

Pour les garçons, les raisons principales de la non-scolarisation des garçons âgés de 6 à 11 ans sont les suivantes : 25,6 % d'entre eux précisent qu'ils ont récemment été déplacés sans avoir été inscrits dans une école de proximité et 23 % d'entre eux indiquent qu'ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - AAP		45	
Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis le début de la crise (IC)		Non	
Type d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (EM, IC) ²			
Pas d'aide reçue	88%	-	
Nutrition	1%	0	
Abris	2%	0	
AME	6%	3	
EHA	2%	3	
Santé	1%	0	
Education	2%	0	
Nourriture	5%	0	
Moyens de subsistance	3%	3	
Protection (y compris la sécurité)	1%	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	1%	0	
Communication	0%	0	
Cash	2%	0	
Autre	2%	0	
Ne sait pas	1%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²			
Pas besoin d'aide humanitaire	-	0	
Nourriture	-	14	
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	-	2	
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	-	8	
Abris	-	2	
AME	-	18	
EHA	-	20	
Santé	-	36	
Education	-	5	
Protection (y compris la sécurité)	-	2	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	-	3	
Communication	-	0	
Cash	-	18	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²			
Cash physique (en espèces)	87%	-	
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	17%	-	
Vouchers / foires	12%	-	
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	42%	-	
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pro., etc.)	13%	-	
Autre	4%	-	

	EM (% de ménages)	IC
Besoins prioritaires d'information pour les ménages (EM) ²		
Pas de besoin d'information	5%	-
Où recevoir l'assistance	46%	-
Comment s'enregistrer pour l'assistance	46%	-
Dispositions spéciales pour personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes, etc.)	13%	-
Qui est ciblé / peut accéder à l'assistance	16%	-
Comment donner son feedback	5%	-
Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection	8%	-
Des informations sur la localité d'origine (si ménage déplacé / réfugié)	2%	-
Les responsabilités du personnel humanitaire	7%	-
Autre	2%	-
Préfère ne pas répondre	11%	-
Moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	23%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	48%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	6%	-
SMS	6%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	1%	-
Evenements communautaires	5%	-
Crieurs publics avec mégaphones	21%	-
Au travers des leaders communautaires	31%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	5%	-
Organisations / comités de femmes	7%	-
Autorités locales gouvernementales	9%	-
Autorités locales (police, militaires)	2%	-
Autre	3%	-
Préfère ne pas répondre	1%	-
Modalités préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	21%	-
Boîte à plaintes	75%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	22%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	1%	-
SMS	4%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	0%	-
Evenements communautaires	0%	-
Crieurs publics avec mégaphones	5%	-
Au travers des leaders communautaires	7%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	0%	-
Organisations / comités de femmes	2%	-
Autorités locales gouvernementales	3%	-
Autorités locales (police, militaires)	1%	-
Autre (préciser)	1%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-

Analyse AAP

Les ménages (46 %) ont besoin d'informations sur les démarches d'enregistrement pour bénéficier de l'assistance et sur les lieux où la recevoir. Les besoins prioritaires des ménages restent les moyens financiers ou le cash (87 %), tandis que d'autres préfèrent la nourriture (42 %). Pour les informateurs clés, les besoins prioritaires restent les soins médicaux, suivis de l'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement, des AME et de la nourriture. 87 % des ménages interrogés n'ont pas encore reçu d'aide humanitaire depuis le début de la crise.

Conclusions générales et commentaires

La présente évaluation a porté le numéro EH tools 5765, sa réalisation a connue la présence plusieurs organisation nationale et internationale reuni au sein du FORUM humanitaire du Sud de LUBERO. Le nombre total des menages déplacés de cette crise est de 5177 ménages et le nombre tototal de retournés est de 15020 sur une population autochone estimée à 45070 ménages. les ménages (46%) ont besoin des informations sur comment s'enregister pour avoir de l'assistance et sur où recevoir l'assistance. Les besoins prioritaires de menages reste le moyen financier ou le cash (87%) alors que d'autre prefere la nourriture (42%). Pour les Informateurs clés, les besoins prioritaires restent les soins médicaux suivie de l'eau hygiène et assainissement, les AME ainsi que la nourriture. 87% de ménage interrogé n'ont pas encore reçu d'aide humanitaire depuis le debut de la crise.

Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre). Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement en % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement présentés sous forme du nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondéré par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquemment rapportée par les IC, après pondération. Lorsque aucune réponse rapportée par les IC ne se dégage majoritairement, le résultat est rapporté comme un "Non consensus". Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.
2. Question à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphiques.
3. La fréquence pondérée de réponses IC correspond au nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, ajusté en fonction du profil des IC et du secteur évoqué. La pondération accordée à chaque IC en fonction de son profil permet de donner un poids relatif aux informations rapportées par les IC plus ou moins spécialisés en fonction du secteur évoqué. Chaque IC reçoit un nombre de points de pondération, qui varie pour chaque catégorie de questions (questions transversales, questions santé, questions sécurité alimentaire, etc). Ainsi le maximum possible de la fréquence pondérée d'une réponse (autrement dit, le total de points de pondération des IC) est différent pour chaque secteur. Cette fréquence pondérée maximale possible est indiquée en en-tête de chaque secteur à travers le rapport ; Attention : La fréquence pondérée ne correspond donc ni à un pourcentage, ni au nombre d'IC ayant cité l'option de réponse considérée.
4. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure en le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation «pauvre», 28,5-42 pour une consommation «limite» et > 42 pour une consommation «acceptable».
5. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISS/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation «acceptable», 4 - <= 18 pour une situation «limite» et > 19 pour une situation «pauvre».
6. Parmi les ménages ayant rapporté une situation d'occupation parmi les modalités suivantes : "Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient", "En famille d'accueil", "Dans un site spontané", "Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)", "Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)", "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas".
7. Indicateur composé à partir de plusieurs éléments de réponse de différents autres indicateurs. La somme des résultats de cet indicateur composite peut être inférieure ou supérieure à 100% car toutes les modalités de réponse possibles ne sont pas considérées.
8. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusé non-protégé ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).
9. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seau. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)